

Il était une fois...

22 juillet 1944, la signature des accords de Bretton Woods

Tout n'est pas toujours la faute du gluten

Pourquoi cet engagement pour le régime sans gluten ? Sa grande, dans la restauration et la boulangerie, est devenue de plus en plus importante. Mais c'est tout autre chose pour ceux qui souffrent de la maladie cœliaque : pour eux, le gluten est un poison. À grande échelle, les produits sans gluten ont permis de répondre à ces besoins.



Du 1^{er} au 22 juillet, 44 délégations nationales sont réunies au sein du grand hôtel Mount Washington de Bretton Woods, dans le New Hampshire (États-Unis). Trois semaines pour sceller un accord et organiser la charnière entre la Guerre mondiale et la mondialisation.

BRETTON WOODS

ICI, L'ORDRE DES NATIONS DEVIENT CELUI DES MARCHÉS

La guerre touche à sa fin. Dans cette station de ski au nord de Boston, les Alliés adoptent un nouveau système monétaire international et mettent sur pied la Banque mondiale et le FMI. Ces outils de la domination américaine vont permettre l'expansion des Trente Glorieuses et précipiter la planète dans une nouvelle crise.



Il était une fois... Juillet 1944, les accords de Bretton Woods



Janvier 1943, Roosevelt réunit Churchill et les dirigeants français à Casablanca. La guerre a basculé. Forts de leur aide aux alliés et munis de l'arme atomique, les États-Unis mènent les opérations diplomatiques et militaires et décident déjà du sort de l'Europe à la fin du conflit. Avec un but : asseoir leur suprématie sur le monde.

L'hiver, quand la neige couvre la région, tout au pied des montagnes, on a du mal à distinguer le Mount Washington Hotel et ses tours carrées dressées vers le ciel, lui donnant l'aspect d'une citadelle, guère dédiée pourtant au combat, mais plutôt au plaisir de vivre. On ne le repère que grâce à ses toits rouges surmontant des bâtiments tout blancs qui se fondent dans le paysage hivernal. Mais, en ce 1^{er} juillet 1944, nous sommes en plein été et l'hôtel se détache nettement de l'écrin vert des forêts et des prairies environnantes. La conférence visant à instaurer un nouvel ordre monétaire planétaire, après la terrible crise des années 1930 et la Guerre mondiale qui s'en est suivie, s'ouvre dans cette petite station de ski de Bretton Woods, à 250 km au nord de Boston, aux États-Unis. Une conférence qui va remodeler l'ordre du monde à la fin des combats.

À l'intérieur de l'hôtel, les 730 représentants de 44 délégations de pays alliés circulent dans le vestibule et les couloirs, un peu perdus dans ces immenses salles avec leurs lustres monumentaux, dans ces couloirs sans fin, ces terrasses extérieures aménagées confortablement qui dominent la vallée. Les Français sont là, les Soviétiques n'y participent que comme observateurs.

Dehors, c'est toujours la guerre. Le débarquement allié en Normandie a eu lieu il y a moins d'un mois, l'Armée rouge, de son côté, a lancé le 22 juin l'opération « Bagration » sur un front de 1 000 km. Elle va enfoncer les troupes allemandes et progresser de 600 km. Une partie des délégués européens, embarqués depuis l'Angleterre sur le « Queen Mary », ont été priés durant la traversée de ne pas se séparer de leur gilet de sauvetage. L'Allemagne nazie, le Japon, les deux grandes puissances de l'Axe, se battent jusqu'au bout, même si elles sont proches de leur fin. En attendant ce dénouement désormais inévitable, chacun se demande ce que pourra être le monde de demain matin.

Ce 1^{er} juillet 1944, installés dans l'hôtel, les délégués s'interrogent pour l'instant, de manière plus triviale, sur ce que pourra être le prochain repas : une bonne partie du personnel masculin est en effet mobilisé et le service n'est « évidemment » plus ce qu'il était. Construit en 1902, le Mount Washington Hotel accueillait dans ses 200 chambres, au début de ce siècle, les riches familles de Boston qui venaient l'été s'y réfugier afin de fuir les chaleurs de la côte. Le service y était alors irréprochable, effectué avec une grâce vieillotte. En cet été 1944, c'est plutôt une pagaille distinguée. On murmure même que le directeur, dépassé par l'événement, s'est réfugié dans son bureau avec une caisse de whisky.

Quel est l'objet de la conférence ? En fin de compte, les délégués ne sont là que pour entériner un texte déjà bouclé pour l'essentiel, négocié depuis des mois par les Américains et les Anglais. Là aussi, nous sommes en zone de combat, mais les armes y sont des mots et des idées qui se révéleront bien plus efficaces à terme que des tanks et des canons pour assurer l'hégémonie mondiale de la nouvelle superpuissance : les États-Unis d'Amérique.

Un terrain de combat, ou plutôt un ring : à ma droite, Harry Dexter White, assistant secrétaire au Trésor des États-Unis ; à ma gauche – si l'on peut dire – le grand économiste anglais John Maynard Keynes. Ce dernier a commencé à réfléchir à un projet de réforme du système monétaire international dès 1941, alors que le sort des armes n'est pas encore fixé. Son souci : tirer les leçons de la crise des années 1930, organiser les relations monétaires entre pays de façon à favoriser l'expansion économique et l'emploi et, à cette fin, établir un système de change entre monnaies qui, sans perdre complètement son lien avec l'or, commencerait à s'en émanciper. Cela permettrait, selon lui, de donner de la souplesse au système monétaire, chaque pays étant plus à même de créer des liquidités en faveur de son propre développement, pouvant ainsi faire, selon les mots de Keynes, « un usage intensif du crédit ».)))



FRANCS AMGOT

QUAND LES ÉTATS-UNIS ONT TENTÉ D'ANNEXER LA FRANCE

L'AMGOT (Allied Military Government for Occupied Territories) visait à faire de la France un protectorat, à lui ôter souveraineté et possibilité de battre monnaie (ici, billet émis sur le modèle US). Le projet sera abandonné dès 1944.

Il était une fois... Juillet 1944, les accords de Bretton Woods



Consommation de masse, conquête de l'espace... Le roi dollar met sur orbite la superpuissance. Mais le système repose sur l'accumulation de dettes. Les déficits extérieurs s'emballent. Nixon met fin à la convertibilité du dollar en or en 1971 pour « limiter la spéculation ». Depuis, l'once d'or est passée de 35 à 1 750 dollars...



À LA UNE DE « L'HUMANITÉ »

27 DÉCEMBRE 1945 :
« L'ALIGNEMENT DU FRANC ET LES ACCORDS DE BRETTON WOODS DEVANT LA CONSTITUANTE »

« Nous devons reconstruire la France en coopération étroite avec nos alliés, déclare Jacques Duclos au nom du groupe communiste, mais il est bien évident que nous voulons rester et resterons une nation indépendante. »

» Le combat est cependant inégal. Forts de leur puissance économique, financière et militaire, les États-Unis parviennent pour l'essentiel à imposer leurs thèses face au Royaume-Uni. Le 22 juillet, la conférence s'achève sur un accord qui laisse peu de place aux partenaires des États-Unis, fussent-ils anglo-saxons. Le dollar est défini comme le pivot du système monétaire international. Le cours de toutes les autres monnaies est établi en fonction de la devise américaine et seule la valeur de celle-ci est établie par rapport à l'or : 35 dollars pour une once du métal précieux. Toutes les monnaies ont donc vis-à-vis du dollar un taux de change fixe mais révisable.

Le Fonds monétaire international est créé. Il a pour fonction de surveiller les politiques économiques et monétaires des pays membres et éventuellement d'intervenir en cas de difficultés, de crise de change. S'ajoute à cela la mise sur pied de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la BIRD), qui deviendra par la suite l'un des secteurs d'activité de la Banque mondiale. L'ensemble de ce système de change et de ces institutions vise à permettre la reconstruction de l'Europe et de l'Extrême-Orient, accablés humainement et matériellement par le conflit, tout en assurant l'essor des marchandises, des capitaux, de la culture et des forces armées des États-Unis à travers le monde. En 1947, le plan Marshall complètera ce dispositif de domination mondiale et d'isolement du bloc soviétique.

Le système de change est profondément déséquilibré. Les États-Unis ont en effet la formidable possibilité d'émettre des dollars sans aucun contrôle, la seule limite étant le respect de la parité avec l'or. Une limite qui deviendra, au fil du temps et de l'accumulation des déficits extérieurs américains, de plus en plus extensible.

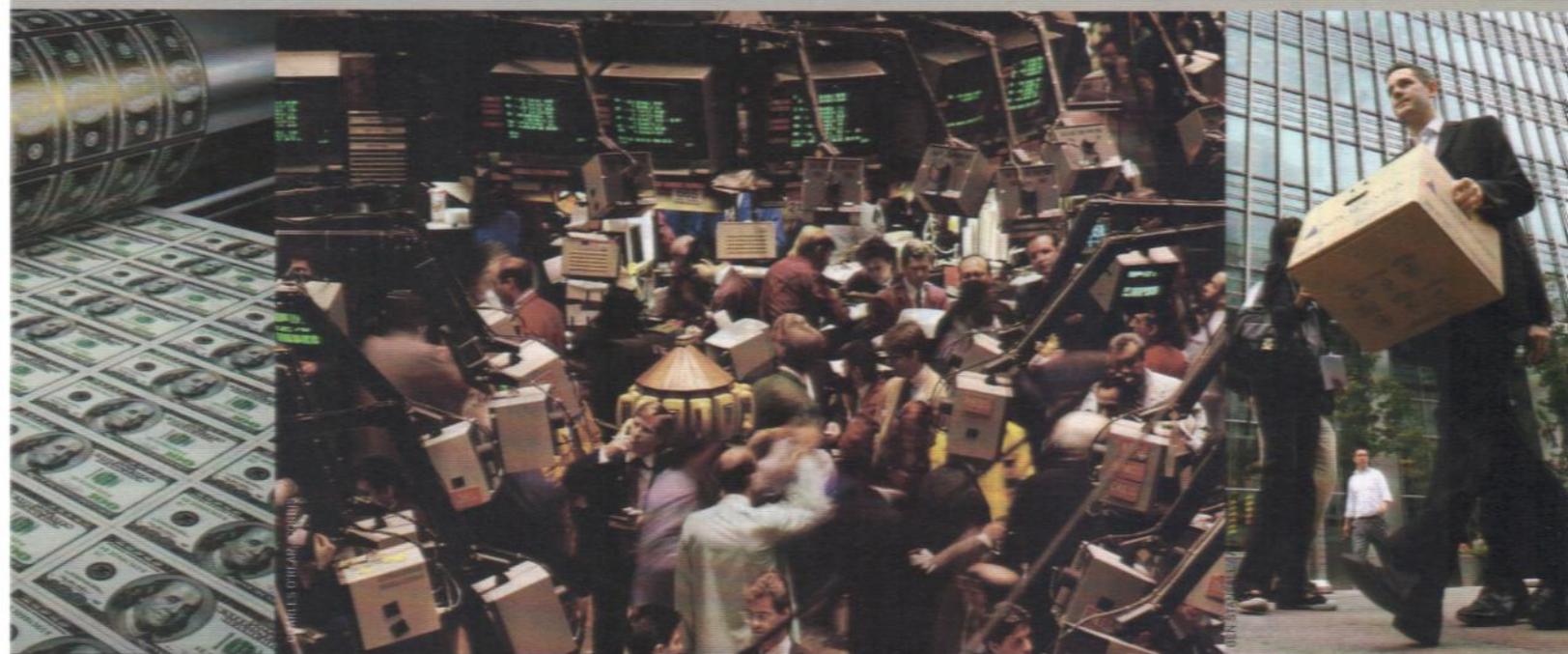
Comment la France s'inscrit-elle dans ce débat et dans cette construction ? Sa délégation à la conférence est dirigée par Pierre Mendès France, commissaire aux Finances du Co-

mité français de la libération nationale, qui deviendra ministre de l'Économie nationale du gouvernement provisoire de la République française à partir du 4 septembre 1944. Ses délégués s'évertuent à soutenir les efforts de Keynes pour aider les pays ruinés par la guerre et lourdement endettés auprès des États-Unis. Ces efforts, si limités soient-ils, restent vains d'autant que la France résistante a bien du mal à s'affirmer dans le concert des nations alliées.

Parallèlement à la conférence, du 6 au 10 juillet, de Gaulle effectue une visite officielle aux États-Unis, à l'invitation du président Franklin Roosevelt. Les relations entre les deux pays sont très tendues. Le chef du tout nouveau gouvernement provisoire d'une République française restaurée, issu du Comité français de libération nationale, paraît en vérité peu préoccupé de ce qui se passe à quelques centaines de kilomètres de Washington et New York, les deux villes américaines où il va se rendre.

Il s'inquiète surtout du sort politique que son interlocuteur ainsi que Winston Churchill, le premier ministre britannique, comptent réserver à la France. La reconnaissance du gouvernement provisoire français par les Alliés n'est pas encore officielle, elle n'interviendra que le 23 octobre 1944, cinq mois après le débarquement en Normandie. Selon de Gaulle, au cours des trois entretiens qu'il a avec lui, le président américain développe une conception du monde d'après-guerre « grandiose, autant qu'inquiétante pour l'Europe et pour la France ». Il envisage d'instituer un directoire mondial de quatre puissances : « Amérique, Russie soviétique, Chine, Grande-Bretagne » chargé de régler « les problèmes de l'univers », un parlement des Nations unies donnant « un aspect démocratique à ce pouvoir des "quatre grands" » (1).

La renaissance de la France comme nation indépendante, libre de ses choix et de son destin, n'est guère assurée. Ainsi, dès le débarquement en Normandie, les États-Unis s'empressent de mettre en circulation une monnaie créée par eux



Dès lors, le flottement des monnaies devient la norme, amenant une déréglementation totale. De plus en plus, les États vont chercher des ressources sur des marchés financiers qui prospèrent. Le 15 septembre 2008, c'est la chute de la banque Lehman Brothers. Le détonateur de la plus grave crise depuis celle de 1929.

de toutes pièces, un faux « franc » imprimé sur leur sol, ressemblant comme un frère à leur dollar, en remplacement des billets français émis durant l'Occupation. L'introduction de ce franc « américain » s'inscrit dans un projet visant à considérer la France comme un pays occupé placé sous commandement américain, l'AMGOT (Allied Military Government for Occupied Territories), et non comme un allié participant au combat antinazi. Aussitôt revenu sur le sol français, de Gaulle dénonce cette « fausse monnaie » et en interdit la circulation. Quelque temps après, l'AMGOT subit heureusement le même sort que ces francs américains et disparaît dans les poubelles de l'histoire. L'action de la résistance intérieure, notamment de celle animée par les communistes, l'intervention des forces françaises libres, qui, ensemble, libèrent Paris, y sont pour beaucoup.

Quel sort l'histoire va-t-elle réserver au système de Bretton Woods ? Il entre rapidement en crise. Grâce au pouvoir que leur donne le dollar, pivot du système monétaire international, aux possibilités d'endettement qu'il leur offre, les États-Unis sont, à la fin des années 1960, le seul pays au monde capable « d'envoyer des hommes sur la Lune, faire la guerre au Vietnam et continuer à manger du beurre à la maison », comme l'affirme alors Jean Boissonnat à la télévision (2). C'est sur les autres nations que repose la responsabilité de défendre leur parité vis-à-vis du dollar. La fameuse déclaration de John Connally, secrétaire d'État au Trésor en 1971, « le dollar, c'est notre monnaie, mais c'est votre problème », illustre le paradoxe de la situation.

Justement, c'est en cette année 1971 que le système explose. Le président des États-Unis, Richard Nixon, annonce la fin de la convertibilité du dollar en or. À partir de 1976, le flottement des monnaies devient la règle, et avec lui va commencer une formidable déréglementation financière. Les banques, les entreprises, les États vont de plus en plus chercher des ressources sur des marchés financiers qui enflent, prospèrent, et se mondialisent au détriment de la

croissance, de l'emploi, des services publics, des systèmes de protection sociale créés au lendemain de la guerre.

Aujourd'hui, de plus en plus d'économistes, de dirigeants politiques et même de pays commencent à envisager la création d'un nouveau Bretton Woods, d'un système monétaire international qui ne soit pas articulé autour d'une seule monnaie nationale et qui permette à l'humanité de sortir des griffes d'une crise inédite du capitalisme. Plusieurs pays d'Amérique latine se sont engagés dans une union monétaire qui se veut alternative. La Chine, l'Inde, la Russie mettent en cause la domination du dollar.

En France et en Europe, le PCF, le Front de gauche et le Parti de la gauche européenne, regroupant la gauche alternative d'Europe de l'Ouest, proposent de réformer profondément la gestion de l'euro et le rôle de la BCE. Poussant plus loin les idées de Keynes, ils proposent la création d'une nouvelle monnaie commune mondiale, au niveau du continent et de la planète ils entendent restaurer le rôle du crédit bancaire au détriment de celui des marchés financiers, un crédit bancaire qui, d'une manière bien plus sélective que ne le proposait le grand économiste britannique, serait distribué selon des critères sociaux, privilégiant le développement de la croissance, de l'emploi, aidant à sécuriser les conditions de vie et de travail des populations.

Le Mount Washington Hotel continue aujourd'hui d'accueillir une clientèle haut de gamme, mais il s'est mis au goût du jour. Il y a maintenant un spa, une salle de fitness, une salle de réunion baptisée « Reagan room », mais elle ne peut contenir que 148 personnes. ★

PIERRE IVORRA

(1) « Mémoires de guerre », de Charles de Gaulle, Gallimard, « la Pléiade », 2002, p. 501.
 (2) « Rétrospective 1971 : la crise monétaire », 30 décembre 1971, document Institut national de l'audiovisuel.